

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 93 - VENDREDI 21 JANVIER 2010

## LE MERLE MOQUEUR

En France on n'a pas de pétrole,  
mais on a un savoir-faire  
en matière de maintien de l'ordre.  
Moralité : qui s'immole, s'y flique. ●

## AGENDA MILITANT

- **21 janvier**  
Paris [Tunisie Rencontre-débat](#)
- **26 janvier**  
Toulouse [Réunion ACU](#)
- **28-30 janvier**  
Sénégal [FSL \(Morbihan\)](#)
- **28-29 janvier**  
Orly [Etats généraux du service public](#)
- **28-29 janvier**  
Paris [Une crise de civilisation ?](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Monde**
  - [S. Hamouri](#) : [J.CL Lefort à Michèle Alliot-Marie!](#)
  - Tunisie : [des journées historiques](#)
- **Travail**
  - Cycle [Le travail en question](#)
- **Rencontre**
  - [Filmer le travail](#)
  - [Avec Brecht, le peintre Y. Laubretton, et L. Robin](#)

## Tunisie : et maintenant ?

Les gens de pouvoir, à Paris, à Bruxelles et au FMI, ont voulu croire jusqu'au bout en la pérennité du régime en place. Il est vrai que des intérêts anciens et puissants sont en jeu pour les groupes français comme pour leurs homologues européens : depuis deux ans, est entrée en vigueur la zone de libre-échange UE-Tunisie pour les produits industriels.

Certains éléments auraient dû les alerter. Les militants des Droits de l'Homme s'appuyaient sur des avocats aguerris à une lutte difficile. Le 6 janvier, plusieurs milliers d'avocats (la Tunisie en compte 8000) étaient en grève pour « défendre la liberté d'expression » et « le droit des habitants à l'emploi et la dignité ». Les étudiants et jeunes diplômés dénonçaient de longue date le manque de liberté et l'absence de débouchés dont ils étaient victimes. En 2008-2009, les mines de phosphate de Gafsa avaient connu dix mois de manifestations quotidiennes. Des administrations et de nombreuses entreprises ont été touchées par des grèves ces derniers mois, y compris des plate-formes d'appel sous-traitantes de groupes français.

Ben Ali enfui, son dernier premier ministre limitait les consultations préparatoires à un gouvernement provisoire aux seuls partis et organisations précédemment autorisés. Miné par la reconduction d'anciens caciques bénalistes, ce gouvernement n'a pas tenu 24 heures : la base de l'UGTT a vite obtenu la démission de ses ressortissants ; le mouvement Ettajdid, issu du PC tunisien, conditionnait le maintien de sa participation au départ des ministres RCD. Si le danger intégriste s'est révélé un leurre dont a abusé le pouvoir tunisien, la lutte du peuple et de la jeunesse tunisienne n'est pas aboutie.

La France et l'Union européenne peuvent favoriser l'élan démocratique tunisien : c'est l'exigence que nous exprimons dans les manifestations de soutien au peuple tunisien. Comme nous appuyons les revendications d'établissement d'une démocratie pluraliste avec amnistie générale des condamnés politiques, retour des exilés, respect de l'indépendance des syndicats UGTT, reconnaissance de toutes les associations et de tous les partis politiques.

● GILLES BOITTE

# Le PGE pour forger des alternatives sociales et écologiques en Europe

**Entretien avec Michel Rousseau, en charge du dossier « Europe » au sein de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE). Il est l'un des principaux animateurs du réseau des Marches européennes.**

**Q**u'en est-il de l'existence et de la structuration des formations politiques européennes à la gauche de la social-démocratie ?

Il y a plusieurs décennies que la droite (particulièrement la démocratie chrétienne) et les partis sociaux-démocrates se sont structurés au niveau européen à l'Ouest, avec comme prolongement syndical, la Confédération syndicale européenne créée en 1973. Ce qui ne fut pas le cas pour les partis communistes après la fin de la IIIe Internationale et celle du Kominform, l'Union soviétique imposant ses politiques aux partis communistes nationaux européens de gré ou de force... avec comme relais syndical la FSM. La fin de l'Union soviétique, concrétisée par la chute du Mur de Berlin en 1989, plaça les partis communistes devant une situation inédite quant à leur fonction et coordination au niveau européen. D'autant plus que l'Union européenne se renforçait (en 1992, la CEE crée l'Union européenne à 12, puis à 15 en 1995) et

s'élargissait à 25 en 2004, 27 en 2007 dans une dynamique néolibérale, tant du côté des démocrates-chrétiens de plus en plus ultra-libéraux que des sociaux-démocrates convertis aux « bienfaits » du néo-libéralisme.

**« Le «Parti de la Gauche Européenne» est une association, souple et décentralisée de partis et organisations politiques de gauche européens, indépendants et souverains qui travaillent sur la base du consensus ».**

Dès 1979, les élections européennes renforçèrent la nécessité pour les partis nationaux de se regrouper au sein du Parlement européen. En 1989, quatre partis – le Parti communiste italien, la

Gauche unie espagnole, le Parti socialiste populaire danois et la coalition Synaspismos de Grèce – décidèrent de former un groupe parlementaire commun : la Gauche unitaire européenne (GUE). Le groupe ne cessa de se renforcer, entre autres du fait de l'élargissement de l'UE. C'est ainsi qu'en 1995 trois partis nordiques formèrent la Gauche verte nordique (NGL) au sein du groupe. En 2002, la GUE/NGL comptait 49 députés de dix pays représentant le quatrième groupe au sein du Parlement européen. Aujourd'hui, elle rassemble 35 députés de 12 pays et 17 partis (1).

On assiste dans le même temps à la création de « partis politiques européens », reconnus en tant que tels par l'UE (2). C'est dans ce contexte qu'émergea fin des années 90 le « Parti de la gauche européenne » dont le troisième congrès vient de se tenir à Paris les 3 et 4 décembre 2010.

D'autres regroupements existent à la gauche de la social-démocratie comme la GACE (Gauche anti-capitaliste européenne, European anti-capitalist ●●●

(1) Lire <http://www.guengl.eu/showPage.php?ID=56&LANG=2&GLANG=1>

(2) Il sont ainsi définis dans Wikipédia : « Le parti politique européen, ou formellement parti politique au niveau européen, est un type d'organisation de parti politique dans l'Union européenne, éligible pour recevoir des fonds de l'Union. L'article 191 du Traité sur l'Union européenne prévoit : «Les partis politiques au niveau européen sont l'important facteur pour l'intégration dans l'Union. Ceux-ci contribuent à former une conscience européenne et à exprimer la volonté politique des citoyens de l'Union.» Ceci est également codifié dans le Traité établissant une constitution pour l'Europe qui énonce en article 45(4) que «les partis politiques au niveau européen contribuent à former la conscience politique européenne et à exprimer la volonté de l'Union européenne» ».

●●● Left, créée en 2000) mais il s'agit plus, dans ce cas, d'un réseau de différentes organisations nationales, pour la plupart de tradition trotskyste, que d'un mouvement politique cherchant à se structurer au niveau européen.

### Qu'en est-il du Parti de la gauche européenne (PGE) et de ses structures ?

Le PGE (3) est bien sûr en lien étroit avec la GUE / NGL (European unites left / Nordic green left european parliamentary group) (4) mais ne se confond pas avec le groupe parlementaire, ni avec les organisations des pays membres de l'Union européenne, même si ces dernières en représentent les composantes essentielles.

La création et le développement du PGE sont dans les faits très liés aux processus des recompositions politiques que nous connaissons dans la plupart des pays européens et, dans chaque pays, aux clivages entre les organisations à la gauche de la social-démocratie. Pour aller vite, il y a d'un côté les partis nostalgiques de l'époque d'avant la chute du Mur de Berlin, qui considèrent le PGE comme un rassemblement d'organisations en rupture avec la vision qu'elles se font du communisme et n'en font donc pas partie, voire le considère comme un « agent de l'impérialisme » (dixit le KKE, PC de Grèce), et de l'autre, des partis ou organisations, plus anciens ou émergents, plus ou moins ouverts aux processus des recompositions en cours tant dans les cadres nationaux qu'au niveau européen.

Dans *Politis* (9 décembre 2010) Michel Soudais, après la tenue du Congrès du PGE à Paris, résumait ainsi le projet du PGE : « Alors que les problèmes politiques avaient une dimension européenne de plus en plus évidente et que les Etats, les patronats, les syndicats et les mouvements sociaux coordonnaient déjà leur réflexion et leurs actions au niveau européen, il n'existait pas d'espace politique commun aux formations de la

*gauche de gauche. C'est ce vide que le PGE a voulu combler en se fixant pour projet de construire un espace de travail, d'action commune et de solidarité... dans le but de résister aux politiques néolibérales et de proposer des alternatives en Europe. »*

L'article 1 des statuts du PGE le définit ainsi : « Le «Parti de la Gauche Européenne» est une association, souple et décentralisée de partis et organisations politiques de gauche européens, indépendants et souverains qui travaillent sur la base du consensus ». Il va sans dire que ce processus de type « fédératif » est rendu nécessaire par la diversité de ses composantes, tant par leurs origines que par l'espace politique qu'elles occupent dans les cadres nationaux et en Europe. Cette dimension collective et collégiale a été renforcée par l'élection de la nouvelle direction : aux côtés du nouveau président issu du PCF, Pierre Laurent, siègent quatre vice-président(e) s issus de

**Pour le PGE, il ne s'agit pas seulement de faire de simples constats, mais d'engager toutes ses composantes dans l'action. C'est le sens de la plateforme de l' « Agenda pour une Europe sociale ».**

partis aussi différents que Synaspismos de Grèce (Alexis Tsipras), le Bloc de gauche portugais (Marisa Matias), le PC d'Espagne (Maité Mola) et le Parti des communistes de la Moldavie (Grigore Petrenco). Le trésorier, Diether Dehm est issu de Die Linke.

Le Bureau exécutif comprend le président et les vice-présidents, le trésorier, et d'autres membres élus par le Congrès : deux (un homme, une femme) de chaque organisation membre. Il met en ●●●

### LE PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

#### 27 organisations membres :

##### Allemagne

La gauche (DIE LINKE) : [www.die-linke.de](http://www.die-linke.de)

##### Autriche

Parti communiste d'Autriche (Kommunistische Partei Österreichs) : [www.kpoe.at](http://www.kpoe.at)

##### Biélorussie

Parti des communistes de Biélorussie (Партыя камуністаў Беларусі)

##### Belgique

Parti communiste (Wallonie) : [www.parti-communiste.be](http://www.parti-communiste.be)

Parti communiste (Flandres) (Kommunistische Partij) : [www.kp-online.be](http://www.kp-online.be)

##### Bulgarie

Gauche bulgare (Българската левица) : [www.levitcata.org](http://www.levitcata.org)

##### Danemark

Liste Unie – Les Rouge-Verts (Enhedslisten – De Rød-Grønne) : [www.enhedslisten.dk](http://www.enhedslisten.dk)

##### Espagne

Gauche unie et Alternative (Catalunya) (Esquerra Unida i Alternativa) : [www.euia.cat](http://www.euia.cat)

Gauche unie (Izquierda Unida) : [www.izquierda-unida.es](http://www.izquierda-unida.es)

Parti communiste d'Espagne (Partido Comunista de España) : [www.pce.es](http://www.pce.es)

##### Estonie

Parti estonien de la Gauche (Eesti VASAK-partei) : [www.esdtp.ee](http://www.esdtp.ee)

##### Finlande

Parti communiste de Finlande (Suomen kommunistinen puolue) : [www.skp.fi](http://www.skp.fi)

Alliance de gauche (Vasemmistoliitto) : [www.vasemmisto.fi](http://www.vasemmisto.fi)

##### France

Parti communiste Français [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

Parti de gauche [www.lepartidegauche.fr](http://www.lepartidegauche.fr)

Gauche unitaire [www.gauche-unitaire.fr](http://www.gauche-unitaire.fr)

##### Grèce

Coalition de la gauche, des Mouvements et de l'Ecologie (SYNASPISMOS) : [www.syn.gr](http://www.syn.gr)

##### Hongrie

Parti des travailleurs 2006 (Magyarországi Munkáspárt 2006) : [www.munkaspart-2006.hu](http://www.munkaspart-2006.hu)

##### Italie

Parti de la refondation communiste (Partito della Rifondazione Comunista) : [www.rifondazione.it](http://www.rifondazione.it)

##### Luxembourg

La Gauche (déi Lénk) : [www.dei-lenk.lu](http://www.dei-lenk.lu)

##### Portugal

Bloc de gauche Portugal (Bloco de Esquerda Portugal) : [www.bloco.org](http://www.bloco.org)

##### République de Moldavie

Parti communiste de la République de Moldavie (Partidul Comuniștilor din Republica Moldova) : [www.pcrm.md](http://www.pcrm.md) ●●●

(3) <http://www.european-left.org/>

(4) <http://www.quengl.eu/>

Concernant son origine et les étapes de son développement et ses orientations, voir le lien : [http://fr.european-left.org/francais/a\\_propos\\_de\\_la\\_ge/introduction/](http://fr.european-left.org/francais/a_propos_de_la_ge/introduction/)

●●● œuvre les décisions sur la base et les orientations du Congrès et en accord avec le Conseil des président(e)s. Le Conseil des présidents, composé du président et vice-président(e)s et des présidents de toutes les organisations membres, dirige le PGE entre deux congrès.

### Quelles sont ses orientations fondamentales du PGE ?

Pour répondre à une telle question, citons tout simplement le manifeste fondateur du 9 mai 2004 (5) : « Notre but est l'émancipation humaine, la libération des hommes et des femmes de toute forme d'oppression, d'exploitation et d'exclusion. Nous concevons le rôle et la tâche de la gauche politique en Europe comme une contribution pour former une large alliance sociale et politique, pour un changement radical de politique, en développant des alternatives et des propositions concrètes pour la nécessaire transformation des sociétés capitalistes actuelles. En cela, nous considérons que nous avons la responsabilité et la capacité à nous adresser à tous ceux qui agissent pour une société plus équitable, comme condition de l'autodétermination de la vie de chacun. Nous voulons établir une politique de gauche avec un projet politique à long terme, indépendant et maîtrisé, contribuant à la réalisation de la solidarité et de la démocratie, d'alternatives sociales et écologiques (...)

Il s'avère donc d'autant plus nécessaire que la Gauche – en vue de concentrer la résistance à un démantèlement de l'Etat social et de la démocratie, en vue d'avancer de véritables alternatives politiques aux citoyens européens – s'exprime de manière unie au niveau européen et qu'elle développe des propositions concrètes pour une UE, pour une Europe différente. Pourquoi ne pas trouver un dénominateur politique commun – de préférence, et compte tenu de l'attaque néolibérale contre le consensus social, le plus grand – dans l'objectif de s'établir en tant que force politique indépendante, comme partenaire fiable des mouvements sociaux et comme acteur influent sur la scène de la politique

européenne ? Etant donné la force, la tradition et les attentes du mouvement féministe, écologique et pacifique, il est temps que la Gauche politique assume ses responsabilités. Nous voulons contribuer au développement et à la réalisation de stratégies politiques nouvelles. Il s'agit là sans nul doute de l'enjeu principal des partis de gauche de l'UE et de l'Europe, d'autant plus que la pensée néolibérale ne cesse de gagner du terrain et que le manque d'alternatives à la logique capitaliste du marché, aux éternelles réductions des coûts, au démantèlement révoltant des structures sociales et même à la marchandisation de la société toute entière devient de plus en plus évident. »

**La FASE est convaincue que la dimension européenne est aujourd'hui indispensable non seulement pour résister localement mais aussi pour inverser le cours de l'histoire, proposer et mettre en oeuvre une « alternative sociale et écologique », par-delà les frontières.**

### Quelles sont les principales décisions du congrès de décembre 2010 ?

Tourner le PGE vers l'action ! Passer de l'auto-proclamation à la construction. Ainsi pourrait-on résumer l'enjeu du troisième congrès du PGE. Il a été bien sûr fortement marqué par la situation grave générée par la dictature des marchés et les crises que nous traversons dans le monde et leurs conséquences en Europe. Pour le PGE, il ne s'agit pas seulement de faire de simples constats, mais d'engager toutes ses composantes dans l'action. C'est le sens de la plateforme de l' « Agenda pour une Europe sociale »,

#### ●●● République Tchèque

Parti du socialisme démocratique (Strana demokratického socialismu) : [www.sds.cz](http://www.sds.cz)

#### Roumanie

Parti de l'alliance socialiste (Partidul Alianța Socialista) : [www.pasro.ro](http://www.pasro.ro)

#### Saint-Marin

Refondation communiste de Saint-Marin (Rifondazione Comunista Sammarinese) : [www.rifondazionecomunista-rsm.org](http://www.rifondazionecomunista-rsm.org)

#### Suisse

Parti suisse du travail : [www.pst.ch](http://www.pst.ch)

#### Turquie

Parti de la liberté et de la solidarité (Özgür-lük ve Dayanışma Partisi) : [www.odp.org.tr](http://www.odp.org.tr)

#### 11 organisations observatrices :

##### Allemagne

Parti communiste allemand (Deutsche Kommunistische Partei) : [www.dkp.de](http://www.dkp.de)

##### Belgique

Une autre gauche : [www.uneautregauche.be](http://www.uneautregauche.be)

##### Chypre

Parti progressiste des travailleurs (Ανορθωτικό Κόμμα Εργαζόμενου Λαού) : [www.akel.org.cy](http://www.akel.org.cy)

Nouveau parti de Chypre (Yeni Kıbrıs Partisi) : [www.ykp.org.cy](http://www.ykp.org.cy)

Parti uni de Chypre (Birleşik Kıbrıs Partisi) : [www.birlesikkibrispartisi.org](http://www.birlesikkibrispartisi.org)

##### Grèce

Gauche rénovatrice communiste et écologique (Α.Κ.Ο.Α., Ανανεωτική Κομμουνιστική Οικολογική Αριστερά) : [www.ako.gr](http://www.ako.gr)

##### Italie

Parti des communistes italiens (Partito dei Comunisti Italiani) : [www.comunisti-italiani.it](http://www.comunisti-italiani.it)

Gauche européenne (Sinistra Europea) : [www.sinistraeuropea.it](http://www.sinistraeuropea.it)

##### Pologne

Jeunes socialistes (Młodzi Socjaliści) : [www.mlodzisocialisci.pl](http://www.mlodzisocialisci.pl)

##### République Tchèque

Parti communiste de Bohême et Moravie (Komunistická strana Čech a Moravy) : [www.kscm.cz](http://www.kscm.cz)

##### Slovaquie

Parti communiste de Slovaquie (Komunistická strana Slovenska) : [www.kss.sk](http://www.kss.sk)

véritable feuille de route de résistances et d'alternatives, pour une radicale démocratisation des politiques européennes, pour lutter contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale, pour un nouveau modèle de développement. ●●●

(5) [http://fr.european-left.org/francais/a\\_propos\\_de\\_la\\_ge/documents/details/artikel/manifeste-du-parti-de-la-gauche-europeenne-2/](http://fr.european-left.org/francais/a_propos_de_la_ge/documents/details/artikel/manifeste-du-parti-de-la-gauche-europeenne-2/)



●●● Ce document est complété par une vingtaine de motions sur des thèmes spécifiques comme celle contre la « nouvelle gouvernance » européenne<sup>(6)</sup>.

En même temps, il faut avoir conscience de l'état de faiblesse générale à la gauche de la social-démocratie en Europe. Si l'on s'en tient aux résultats des dernières élections européennes, la moyenne générale gravite autour de 5 % avec des résultats très faibles à l'Est et très différenciés à l'Ouest. Mais paradoxalement la situation engendrée par les crises actuelles et leurs répercussions sur l'UE offre des perspectives sans précédent aux partis et organisations capables de se coordonner au-delà des frontières non seulement pour résister, mais aussi pour avancer dans la voie d'alternatives crédibles pour les peuples du continent le plus riche de la planète. On pourrait ajouter que, sans développement significatif de la gauche européenne de transformation sociale, le pire n'est pas exclu au niveau européen. Les percées des droites dures et fascisantes dans des pays aussi divers que l'Autriche, l'Italie, la Hollande et la Hongrie, les forts pourcentages d'abstention traduisent le manque de crédibilité des propositions des gauches de transformation sociale dans les couches populaires.

D'où la nécessité pour le PGE de ne pas être seulement un espace de rencontre et de débat, mais d'offrir des perspec-

tives concrètes d'action commune au niveau européen. Ce fut un leitmotiv de ce congrès, dont la conclusion principale réside dans la proposition « *d'une initiative à la hauteur du défi que lance l'Union européenne aux peuples européens aujourd'hui, avec le 'Fond européen de stabilisation financière' qui est une machine de guerre contre les peuples grec, le peuple irlandais et d'autres peuples demain, et, plus généralement avec les plans d'hyperaustérité appliqués dans tous les pays dans le cadre d'une soumission aux exigences des marchés financiers.* » Pour relever ce défi, le PGE va lancer une campagne pour la création d'un « *Fond européen de développement social* » en utilisant notamment l'instrument de « *l'initiative citoyenne* » (collecte d'un million de signatures) prévu dans les traités européens.

### **La FASE suit actuellement la procédure d'adhésion. Quelles sont les étapes à venir ?**

Après une demande écrite faite au secrétariat sur la base d'un accord avec les textes fondateurs du PGE (en particulier Manifeste, Statuts et résolutions de Congrès), l'Exécutif du PGE examine et auditionne les organisations qui demandent leur adhésion et donne un avis que le Conseil confirmera ou non dans l'attente de la décision finale du Congrès. La FASE suit cette procédure.

### **Quel peut être l'apport de la FASE à une telle formation ?**

L'apport de la FASE sera une pierre de plus à la construction de cet espace politique européen dont nous avons besoin aujourd'hui pour faire face à l'offensive généralisée des néo-libéraux contre les droits fondamentaux et sociaux durement acquis au siècle précédent et pour fonder une autre Europe pour un autre monde.

Il est de plus en plus évident que la stratégie de l'Union européenne mène les peuples d'Europe dans les impasses du capitalisme néo-libéral. Avec toutes celles et ceux qui refusent l'inéluctable tant dans les cadres nationaux qu'au niveau du continent européen et au-delà, la FASE est convaincue que la dimension européenne est aujourd'hui indispensable non seulement pour résister localement mais aussi pour inverser le cours de l'histoire, proposer et mettre en oeuvre une « *alternative sociale et écologique* », par-delà les frontières.

### **Des articulations sont-elles possibles avec le mouvement syndical ou en lien avec l'avenir du Forum social européen et du mouvement altermondialiste ?**

Elles sont non seulement possibles, mais effectives et nécessaires. Citons encore le Manifeste de 2004 : « *Les forums sociaux ont été des* ●●●

(6) En voici un extrait : « *Non à la confiscation du contrôle parlementaire sur les budgets nationaux Prenant prétexte de la crise économique et financière et encouragés par le FMI, la Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne et l'ECOFIN ont décidé d'imposer un contrôle a priori sur les budgets nationaux, Etat par Etat, selon la formule du dit «Semestre Européen». A l'instar du Parti de Gauche et du Parti Communiste en France, et du Bloco de Esquerda au Portugal, les partis membres du Parti de la Gauche Européenne proposerons des projets de lois ou des résolutions visant à interdire cette confiscation du contrôle parlementaire sur les budgets nationaux. Dans ce sens, le Parti de la Gauche Européenne décide de lancer une grande campagne dans chacun des Etats membres pour dénoncer et s'opposer vigoureusement à ce nouveau diktat néolibéral et antidémocratique des Institutions européennes.* »

●●● *moments de débat essentiels, de confrontation et de construction d'alternatives populaires et citoyennes à l'Europe néo-libérale actuelle. Les mouvements sociaux, les luttes sociales et citoyennes ont leurs propres dynamiques, leur indépendance d'analyse, de proposition et d'initiative. Nous sommes favorables non seulement à la défense des droits des travailleurs et des syndicats contre toutes sortes de discriminations, mais également favorables à l'extension des droits des travailleurs, y compris pour les sans emploi et les précaires, étendant la démocratie sur le lieu de travail et dans la vie économique, à tous les niveaux, incluant le niveau européen.* »

De ce point de vue, le réseau Transform Europe (7), reconnu aujourd'hui comme fondation officielle du PGE, joue un rôle essentiel. Ce réseau, implanté dans 13 pays, regroupe des fondations, des associations culturelles, des revues, des espaces de réflexion et d'élaboration. Pour la France on y retrouve Espaces Marx et à titre d'observateurs la Fondation Gabriel Péri et la Fondation Copernic. Le réseau publie une revue biannuelle dans une dizaine de langues. Les composantes de Transform participent activement aux forums sociaux européens et mondiaux, ainsi qu'aux réseaux spécifiques des forums sociaux (services publics, éducation, Charte pour une autre Europe etc...).

En lien avec la GUE et le PGE, le CADTM, des composantes syndicales et associatives des Forums sociaux, d'autres organisations politiques, une grande initiative contre la dette et les plans d'austérité est en cours de préparation pour le mois de mai, à la veille des G8 et G20. D'une manière générale, la gravité des crises actuelles pose de manière différente qu'au cours des dernières décennies les rapports entre les organisations politiques et les mouvements sociaux.

● **Entretien réalisé par Gilles Alfonsi**

(7) <http://www.transform-network.net/>

## D'UNE RIVE À L'AUTRE

# Leur ami Ben Ali

**La proposition de M. Alliot-Marie à Ben Ali d'expertise policière de la France, les propos de nombreux autres officiels français tout comme les attermolements de l'Union européenne montrent que le régime de Ben Ali et a été depuis des années un partenaire amical. Exemples.**

**D**écembre 2003, Jacques **Chirac**, à Tunis : « *Le premier des droits de l'homme c'est manger, être soigné, recevoir une éducation et avoir un habitat [...] de ce point de vue, il faut bien reconnaître que la Tunisie est très en avance sur beaucoup de pays. [...] Il faut le souligner, nous avons chacun nos critères d'appréciation.* »

Mai 2005. Le Plan d'Action de la coopération **Union européenne** - Tunisie comporte certes des clauses sur les droits de l'homme et la Justice, prévoyant d'en vérifier l'application tous les deux ans. Mais en 2008, à la veille de la réunion du Conseil d'association UE-Tunisie, la FIDH, le REMDH et l'OMCT soulignent la faiblesse et l'incohérence des positions

des institutions et Etats membres de l'UE, après que la Présidence française ait fait état de « *la coopération très forte et très confiante* » avec la Tunisie. Sarkozy avait déclaré : « *Aujourd'hui l'état des libertés progresse en Tunisie* ».

Pour **Dominique Strauss Kahn**, décoré en 2008, à Carthage par Ben Ali des insignes de Grand officier de l'Ordre de la République, la Tunisie est « *un bon exemple à suivre pour les pays émergents* ». Le jugement du FMI sur la politique tunisienne est « *très positif* ».

Il faut dire que les Ben Ali and Co ne se sont pas privés de réagir aux moindres critiques, avec efficacité. **Bernard Kouchner** avait en mars 2009 évoqué les « *atteintes aux droits de l'homme, des journalistes tracassés, parfois emprisonnés* » ? Pro-

testations de Tunis... En novembre 2009, le ton du ministre des Affaires étrangères a changé : « *Je constate que le Président Ben Ali a été réélu pour la cinquième fois, mais je ne vais pas juger du déroulement des élections [...] il est inutile d'arrêter les journalistes [Taoufik Ben Brik] lorsqu'on dirige un pays avec habileté [...] la France intervient auprès de la Tunisie avec efficacité [mais sans user] d'un impérialisme périmé.* »

Mai 2010, la députée verte H. Flautre interpelle les membres du Conseil association UE-Tunisie : « *Vous n'avez pas envie de voir la réalité tunisienne, parce que vous trouvez qu'il y a des intérêts économiques, parce que vous trouvez qu'il y a des intérêts dans la lutte contre le terrorisme, parce que vous trouvez qu'il* ●●●



© www.phototheque.org



© www.phototheque.org



●●● y a des intérêts dans la lutte contre l'immigration illégale en jeu. Tout cela, vous l'avez dit de la manière la plus claire. » Gros intérêts des uns, attachement affectif ou confort touristique des autres. Bertrand **Delanoë**, en mai 2010 : la Tunisie « est un pays qui a vraiment enregistré des résultats remarquables sur le plan économique et social, notamment depuis que le Président Ben Ali a pu, à partir de 1987, entamer un certain nombre de réformes. »

Frédéric **Mitterrand**, le 9 janvier dernier : « Il y a une opposition politique mais qui ne s'exprime pas comme elle pourrait s'exprimer en Europe. Mais dire que la Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré. »

Même tortillement chez certains politolo-

gues comme Alain **Duhamel**, sur RTL, le 13 janvier : « [...] un régime schizophrénique, d'un côté il y a, il y a eu une bonne gestion économique et sociale pendant des années et des années, pendant des décennies en réalité. C'est un pays qui avait une croissance régulière, une scolarisation exemplaire pour la région, notamment... un pays bien géré en même temps un régime policier, corrompu ».

Les **médias** quant à eux, télévisés en particulier, auront jusqu'au dernier moment secondé M. Alliot-Marie. Ainsi, Acrimed relève l'utilisation régulière de l'expression « émeutes meurtrières » par les principaux médias qui, de fait, revient à attribuer aux manifestants la responsabilité des exactions de la police de Ben Ali.

● **MICHÈLE KIINTZ**

**MÉDIAS ET RÉVOLUTION TUNISIENNE :**

Tunisie : mots et maux de l'information en continu :

<http://www.acrimed.org/article3518.html>

Ceci n'est ni une Wikileaks-révolution ni une Twitter-révolution #sidibouزيد :

<http://fr.readwriteweb.com/2011/01/16/a-la-une/ceci-nest-ni-une-wikileaksrvolution-ni-une-twiterrvolution-sidibouزيد/>

Une révolution sans images? :

<http://culturevisuelle.org/icones/1324>

Sans oublier, la Fédération des tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) présidée par Tarek BEN HIBA

<http://www.citoyensdesdeuxrives.eu/>

**DELICIEUX**

Ed. Syllepse  
ISBN 978-2-84950-288-4  
7 € (1)



L'ouvrage présenté avec de larges extraits dans **Cerises n° 86**. On peut lire en quatrième de couverture :

«Le système scolaire est grippé, à bout de souffle. La logique ségrégative qui l'organise craque de toutes parts. L'école est aujourd'hui plongée dans la tourmente libérale et la droite au pouvoir veut restructurer à marche forcée l'ensemble du système éducatif avec pour principal motif et finalité la formation d'un nouveau salariat adapté aux besoins du Capital. À gauche, faute de volonté politique, les gouvernements qui avaient fait le choix de lutter contre les inégalités ont échoué. Il est plus que temps de penser les transformations progressistes du système éducatif comme les éléments du projet d'alternative écologique et sociale en prise avec la réalité du 21<sup>e</sup> siècle. Ce livre a l'ambition d'y contribuer en mettant en avant des propositions qui dessinent les contours d'une école commune, une école de l'intelligence, de la culture et de la professionnalisation pour tous et toutes.

*José Tovar et Bernard Calabuig sont membres de la Fédération pour une alternative sociale et écologique et de l'Association des communistes unitaires. Ils ont publié École en quête d'avenir (Syllepse, 2007).»*

(1) Le livre est disponible en librairie. Il peut aussi être commandé auprès de José Tovar  
49 rue Merlan  
93130 Noisy le Sec  
7 € + Frais de port : 1 ex : 1,67 € - 2 ex : 3 € - 5 ex : 3,92 € - 10 ex : 5,16 €

Cerises est édité par les CommunistesUnitaires **contact.cerises@gmail.fr**  
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Arnaud Viviant

# Papy fait de la finance

Il y a toutes sortes de papys. Ceux qui font de la résistance (Stéphane Hessel, Edgar Morin...) et ceux qui font de la finance (Jacques Servier...). Entre eux, mon cœur balance. Que Jacques Servier ait été décoré de la Légion d'honneur par François Mitterrand (1985), puis par Nicolas Sarkozy (2009) n'est pas pour rien dans mon hésitation en faveur du PDG du laboratoire pharmaceutique ayant promu et commercialisé le Médiator. Je suis sensible aux compliments d'un certain monde politique ne tarissant pas d'éloges à l'égard du patron Servier. Le Président de la République par exemple, le 7 juillet 2009 : « *Vous critiquez l'empilement des mesures, des normes et des structures et vous avez raison (...). La nation vous est reconnaissante de ce que vous faites. C'est un grand Français que je vais décorer au nom de la République française.* » Mais foin des breloques. Je suis prêt à parier que Papy Servier est d'abord un bon père de famille et un affectueux grand-père...

Le PDG Servier a cependant des soucis qui ne sont pas familiaux. Son laboratoire a vendu pendant des années un coupe-faim dangereux présenté comme un traitement contre l'obésité et le diabète, en s'efforçant de masquer, à toutes les étapes, les effets toxiques et mortels de ce produit. L'AFSSAPS (ex Agence du Médicament) a publié les résultats d'une étude qui, en s'appuyant sur les données de l'assurance maladie, estime à 500 le nombre de décès imputables au Médiator depuis sa commercialisation. Et si l'on prend en compte la mortalité à long terme, l'estimation se situe entre 1000 et 2000 décès. L'agence a ainsi démasqué non l'imposture, mais la politique du laboratoire dirigé par Servier. J'entends dire aujourd'hui que Papy Servier est un menteur. Certes. Mais parler comme lui de « seulement 3 morts » consécutifs au Médiator marque d'abord le cynisme de l'époque.

Il y a surtout le lobbying, cette pratique patronale de défense des intérêts privés, loin de la pratique de femmes et d'hommes libres construisant un destin commun. L'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), par la voix du Professeur Aquilino Morelle, « *a eu connaissance des pressions exercées sur certains acteurs du dossier par des employés de Servier ou des professionnels en contrat avec la firme.* » Or cette collusion n'est pas nouvelle, pas plus qu'elle n'est spécifique au secteur... Comme le dit Stéphane Horel, réalisatrice du documentaire Les Médicamenteurs (2008) :

« *Ce que Servier fait pour s'assurer des marchés, tous les laboratoires le font.* »

Aujourd'hui, Papy Servier est devenu un repoussoir facile, un vilain canard, et, tant qu'on y est, un monstre. Comme pour Jérôme Kerviel, on crie à la brebis galeuse, quand le capitalisme enfante des loups. Notez que ceux-là ne se mangent pas entre eux : Mamy Bettencourt, la disparue des écrans, s'est réconciliée avec sa fille... Le problème, c'est qu'on veut frapper le criminel en l'absence de loi interdisant le meurtre. Et que certains s'étonnent des effets d'une cause qu'ils chérissent.

Jacques Servier n'est pas un patron voyou, mais un patron comme les autres. Sa vie a été tendue vers un objectif : la rentabilité. Celle des médicaments. C'était sa marotte, son dada. Mais c'est surtout l'essence même de sa fonction d'actionnaire. Ici, comme ailleurs, revendiquée. Par lui, comme par les autres. L'affaire du Médiator n'est que

la signature de la course au cash-flow via des biens communs comme l'eau, l'énergie, les transports, de la course à la maximisation des gains sur les opérations de crédit, de change ou sur les matières premières. Ce qui gêne les promoteurs actifs de ce système, oligarchie discrète et puissante, c'est que Servier, dans son domaine, fasse mauvais genre. Car il est LE genre.

Nous pouvons remercier Papy. Il a rendu visible le conflit d'intérêt entre la santé publique et le rendement du capital. Il a mis en lumière le pouvoir exorbitant des actionnaires sur la société. Et ce qui vaut pour la santé, vaut pour les délocalisations, la crise bancaire...

Il faut couper tous les tuyaux, petits et grands, qui existent entre l'intérêt général et les intérêts privés, rendre le système de pharmacovigilance totalement indépendant des laboratoires et de leurs « experts », le faire financer à 100 % par l'État, via l'impôt sur les sociétés. Allons-nous continuer de laisser la santé et la politique du médicament dans les mains des actionnaires ? Une piste d'action existe : la socialisation de grands groupes pharmaceutiques. L'emprunter c'est parler, sans dogme et sans tabou, de propriété publique, de responsabilité sociale et de gestion démocratique. Un front de gauche pour une alternative sociale et écologique ne devrait-il pas y travailler ?

● PHILIPPE STIERLIN

